

Gelet op het advies van de Regeringscommissarissen, gegeven op 29 juni 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 november 2005;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 25 november 2005;

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juni 2003 houdende goedkeuring van het reglement van de raad van bestuur van het "Fonds Ecureuil" van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Art. 2. Het bijgevoegde Reglement van de Raad van bestuur van het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap wordt goedgekeurd.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 25 november 2005.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting,

M. DAERDEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 3598

[2005/203361]

1^{er} DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la recommandation du Conseil de l'Union européenne du 12 juillet 1999 relative à la limitation d'exposition de la population aux champs électromagnétiques entre 0 Hz et 300 GHz;

Vu l'avis 37.459/2/V du Conseil d'Etat, donné le 19 juillet 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Sans préjudice des dispositions du règlement général sur les installations électriques, les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux transformateurs statiques d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA visés par la rubrique 40.10.01.01.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes conditions, on entend par :

1^o établissement existant : les établissements dûment autorisés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que les demandes d'autorisation introduites entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2^o exposition permanente : exposition à des champs électromagnétiques pendant une période continue d'une durée supérieure à huit heures;

3^o f : la fréquence exprimée en hertz (Hz), telle que définie par la norme européenne EN 50160 relative aux caractéristiques de la tension de l'électricité fournie par un système de distribution publique, soit la valeur moyenne mesurée dans un intervalle de temps de dix secondes, dans des conditions opératoires normales, du taux de répétition de la courbe fondamentale de la tension de distribution;

4^o R.G.I.E. : règlement général sur les installations électriques;

5^o système de gestion de la charge : système de contrôle par mesure ou par protection au moyen d'un dispositif sensible à la charge thermique du transformateur permettant d'adopter les mesures nécessaires en vue d'éviter une surcharge préjudiciable aux personnes ou aux biens;

6^o transformateur : transformateur statique d'électricité dont la puissance nominale est égale ou supérieure à 1 500 kVA;

7^o transformateur en service : transformateur sur lequel une tension est appliquée ou a déjà été appliquée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

8^o zone de sécurité électrique : zone de l'établissement autour du ou des transformateur(s) rendue inaccessible au public, éventuellement à l'aide d'une clôture, et comprenant le lieu exclusif du service électrique au sens du R.G.I.E.

CHAPITRE II. — *Construction*

Art. 3. Sans préjudice des articles R. 90 et R. 153 à R. 173 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau et des dispositions du décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000, tout transformateur comporte un système de gestion permanente de la charge.

Art. 4. Sans préjudice des articles R. 90 et R. 153 à R. 173 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau et des dispositions du décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000, tout transformateur à isolant diélectrique liquide ou tout établissement comportant de tels transformateurs est pourvu d'un dispositif de rétention du liquide diélectrique en cas de fuite, et muni d'un système de récupération de celui-ci empêchant son écoulement dans l'égout public ou dans l'environnement.

Lorsque le dispositif de rétention choisi est un encuvement, celui-ci est réalisé en matériaux étanches et chimiquement inertes vis-à-vis du liquide diélectrique utilisé et a une capacité utile de rétention au moins égale à la capacité du plus gros contenant.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 5. Dans les zones où une exposition humaine permanente est prévisible, à l'extérieur de la zone de sécurité électrique, la valeur du champ électrique non perturbé, en régime non perturbé, généré par le transformateur reste inférieure à 5 kV/m (kilovolt par mètre) lorsque $f = 50 \text{ Hz} \pm 1\%$, ou inférieure à $250/f \text{ kV/m}$ lorsque f est différent de 50 Hz.

Art. 6. Dans les zones où une exposition humaine permanente est prévisible, à l'extérieur de la zone de sécurité électrique, la valeur de l'induction magnétique générée par le transformateur reste inférieure à $100 \mu\text{T}$ (micro tesla) lorsque $f = 50 \text{ Hz} \pm 1\%$, ou inférieure à $5\,000/f \mu\text{T}$ lorsque f est différent de 50 Hz.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 7. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

CHAPITRE V. — *Contrôle, autocontrôle, auto-surveillance*

Art. 8. L'exploitant communique sur simple demande du fonctionnaire chargé de la surveillance :

1^o la copie du procès-verbal de conformité avant la mise en service de l'établissement établi conformément au R.G.I.E. par un organisme de contrôle agréé;

2^o la copie du dernier procès-verbal de contrôle périodique de l'établissement établi conformément au R.G.I.E. par un organisme de contrôle agréé;

3^o les données relatives aux transformateurs (localisation, puissance, présence ou non d'un dispositif de récolte ou d'un système de protection);

4^o la liste des mises hors tension programmées du transformateur d'une durée supérieure à 4 heures réalisées au cours des 12 mois précédant l'octroi du permis d'environnement;

5^o la procédure d'intervention en cas de fuite d'huile et la liste des incidents y relatifs.

CHAPITRE VI. — *Documents à joindre à la demande*

Art. 9. Le formulaire général de demande de permis est complété par les documents visés à l'article 8, s'ils sont disponibles. Si ce n'est pas le cas, l'exploitant mentionne le terme de leur disponibilité dans sa demande.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 10. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 4 est applicable aux établissements existants pour au plus tard le 31 décembre 2015.

Toutefois, l'article 4 s'applique à tout transformateur à isolant diélectrique liquide existant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et situé dans une zone de prévention rapprochée ou éloignée des eaux selon les articles R. 153 à R. 173 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau dans les deux ans à dater de la publication au *Moniteur belge* de la désignation de la zone de prévention.

Art. 11. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2005.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 3598

[2005/203361]

1. DEZEMBER 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die ortsfesten Stromtransformatoren mit einer Nennleistung von mindestens 1 500 kVA

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund der Empfehlung des Rates der Europäischen Union vom 12. Juli 1999 zur Begrenzung der Exposition der Bevölkerung gegenüber elektromagnetischen Feldern zwischen 0 Hz und 300 GHz;

Aufgrund des am 19. Juli 2004 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 37.459/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus; Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Unbeschadet der Bestimmungen der Allgemeinen Ordnung über Elektrizitätsanlagen sind die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen auf die ortsfesten Transformatoren mit einer Nennleistung von mindestens 1 500 kVA gemäß der Rubriken 40.10.01.01.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Bedingungen gelten folgende Definitionen:

1° bereits bestehender Betrieb: die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß genehmigten Betriebe oder die Betriebe, deren Betreibung durch eine Genehmigung gedeckt ist, die infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellt worden ist, sowie die Betriebe, deren Genehmigung zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses beantragt worden ist;

2° ständige Exposition: Exposition gegenüber elektromagnetischen Feldern während eines ununterbrochenen Zeitraums vom mehr als acht Stunden;

3° f. die in Hertz (Hz) ausgedrückte Frequenz im Sinne der Definition der Europäischen Norm EN 50160 über die Merkmale der Spannung in öffentlichen Energieversorgungsnetzen, d.h. der in normalen Betriebsbedingungen im Zeitintervall von 10 Sekunden gemessene Mittelwert der Grundfrequenz in einem Verteilnetz;

4° A.E.A.O.: Allgemeine Elektroanlagenordnung;

5° Managementsystem der Belastung: System zur Kontrolle durch Messung oder Schutz mittels einer auf die thermische Belastung des Transformators reagierenden Vorrichtung, das das Treffen von notwendigen Maßnahmen ermöglicht, um eine für die Personen oder Güter schädliche Überbelastung zu vermeiden;

6° Transformator: statischer Stromtransformator mit einer Nennleistung, die mindestens 1 500 kVA entspricht;

7° in Betrieb befindlicher Transformator: Transformator, der am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses unter Spannung steht oder der bereits unter Spannung gesetzt worden ist;

8° elektrischer Sicherheitsbereich: Bereich des Betriebs um den (die) Transformator(en), zu dem der Öffentlichkeit der Zugang eventuell mittels eines Zauns versperrt ist und der den ausschließlichen Ort zum elektrischen Betrieb im Sinne der A.E.A.O. umfasst.

KAPITEL II — Bau

Art. 3 - Unbeschadet der Artikel R. 90 und R. 153 bis R. 173 des Buches II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches und der Bestimmungen des Dekrets vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2001-Gebiete enthält jeder Transformator ein System zum ständigen Management der Belastung;

Art. 4 - Unbeschadet der Artikel R. 90 und 153 bis R. 173 des Buches II des das Wassergesetzbuch enthaltenden Umweltgesetzbuches und der Bestimmungen des Dekrets vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete ist jeder Transformator mit flüssigem dielektrischem Isolermittel oder jeder solche Transformatoren enthaltender Betrieb mit einer Vorrichtung zum Auffangen der dielektrischen Flüssigkeit im Falle eines Lecks und mit einem System zu deren Rückgewinnung versehen, das deren Abfließen in die öffentlichen Kanalisationen oder in die Umwelt unmöglich macht.

Wenn die gewählte Auffangvorrichtung ein Auffangbecken ist, wird dieses aus undurchlässigen und gegenüber der verwendeten dielektrischen Flüssigkeit chemisch neutralen Materialien gefertigt und hat ein nützliches Auffangvermögen, das mindestens dem Vermögen des größten Behälters entspricht.

KAPITEL III — Bewirtschaftung

Art. 5 - Innerhalb der Gebiete, wo eine ständige Exposition von Menschen vorhersehbar ist, muss der Messwert des durch den Transformator erzeugten ungestörten elektrischen Felds in ungestörtem Zustand außerhalb des elektrischen Sicherheitsbereichs unter 5 kV/m (Kilovolt/Meter) bleiben, wenn $f = 50 \text{ Hz} \pm 1\%$, oder unter $250/f \text{ kV/m}$ bleiben, wenn f nicht gleich 50 Hz ist.

Art. 6 - Innerhalb der Gebiete, wo eine ständige Exposition von Menschen vorhersehbar ist, muss der Messwert der durch den Transformator erzeugten magnetischen Induktion außerhalb des elektrischen Sicherheitsbereichs unter 100 μT (mikro Tesla) bleiben, wenn $f = 50 \text{ Hz} \pm 1\%$, oder unter $5.000/f \mu\text{T}$ bleiben, wenn f nicht gleich 50 Hz ist.

KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung

Art. 7 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, erkundigt sich der Betreiber beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

KAPITEL V — Kontrolle, Selbstkontrolle und Selbstüberwachung

Art. 8 - Der Betreiber übermittelt dem mit der Überwachung beauftragten Beamten auf dessen Anfrage hin die folgenden Unterlagen:

1° die Abschrift des Übereinstimmungsprotokolls vor der Inbetriebsetzung des Betriebs, das gemäß der A.E.A.O. durch eine zugelassene Prüfstelle aufgenommen worden ist;

2° die Abschrift des letzten Protokolls über die periodische Kontrolle des Betriebs, das gemäß der A.E.A.O. durch eine zugelassene Prüfstelle aufgenommen worden ist;

3° die Angaben in Bezug auf die Transformatoren (Standort, Leistung, Vorhandensein oder Nichtvorhandensein einer Auffangvorrichtung oder eines Schutzsystems);

4° die Liste der programmierten Abschaltungen des Transformators für eine Dauer von mindestens 4 Stunden, die im Laufe der 12 Monate vor der Gewährung der Umweltgenehmigung vorgenommen wurden;

5° das Einsatzverfahren im Falle eines Öllecks und die Liste der damit verbundenen Vorfälle.

KAPITEL VI — Dem Antrag beizufügende Unterlagen

Art. 9 - Das allgemeine Formular für den Genehmigungsantrag wird durch die in Artikel 8 erwähnten Unterlagen ergänzt, falls diese verfügbar sind. Ist es nicht der Fall, so gibt der Betreiber die für deren Verfügbarkeit nötige Frist in seinem Antrag an.

KAPITEL VII — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 10 - Sobald er in Kraft getreten ist, findet der vorliegende Erlass auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1 ist Artikel 4 spätestens ab dem 31. Dezember 2015 auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

Artikel 4 findet jedoch auf jeden Transformator mit flüssigem dielektrischem Isoliermittel Anwendung, der am Inkrafttretedatum des vorliegenden Erlasses besteht und sich, was das Wasser betrifft, in einer nahen oder entfernten Präventivzone gemäß den Artikeln R.153 bis R.173 des Buches II des Wassergesetzbuches, dies innerhalb von zwei Jahren ab der Veröffentlichung der Bezeichnung der Präventivzone im Belgischen Staatsblatt.

Art. 11 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2005

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 3598

[2005/203361]

1 DECEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende statische transformatoren van elektriciteit met een nominaal vermogen van 1 500 kVA of meer.

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op de aanbeveling van de Europese Raad van 12 juli 1999 betreffende de beperking van blootstelling van de bevolking aan elektromagnetische velden van 0 Hz tot 300 GHz;

Gelet op het advies 37.459/2/V van de Raad van State, gegeven op 19 juli 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities

Artikel 1. Onverminderd de bepalingen van het algemeen reglement op de elektrische installaties zijn deze sectorale voorwaarden van toepassing op statische transformatoren met een nominaal vermogen van 1 500 kVA of meer zoals bedoeld in de rubriek 40.10.01.01.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° bestaande inrichting : de inrichtingen die behoorlijk vergund zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit of waarvan de exploitatie gedekt is door een vergunning verleend naar aanleiding van een aanvraag ingediend vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inrichtingen waarvan de vergunningaanvragen ingediend worden tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit;

2° permanente blootstelling : blootstelling aan elektromagnetische velden tijdens een continu periode van meer dan acht uur;

3° f : frequentie uitgedrukt in hertz (Hz), zoals bepaald bij de Europese norm EN 50160 betreffende de spanningskarakteristieken in openbare elektriciteitsnetten, hetzij de gemeten gemiddelde waarde in een tijdsinterval van tien seconden, onder normale omstandigheden, van de herhalingsgraad van de fundamentele curve van de distributiespanning;

4° A.R.E.I. : het algemeen reglement op de elektrische installaties;

5° systeem voor het beheer van de belasting : controlesysteem per meting of per bescherming d.m.v. een voorziening gevoelig voor de thermische lading van de transformator die de mogelijkheid biedt de nodige maatregelen te nemen teneinde een overbelasting te beletten die schadelijk is voor personen en goederen;

6° transformator : statische transformator van elektriciteit met een nominaal vermogen van 1 500 kVA of meer;

7° transformator in dienst : transformator waarop spanning wordt of werd toegepast op de datum van inwerkingtreding van dit besluit;

8° elektrische veiligheidszone : zone van de inrichting rondom de transformator(en) die, eventueel d.m.v. een omheining, ontoegankelijk is gemaakt voor het publiek en uitsluitend bestemd is voor de elektrische dienst in de zin van het A.R.E.I.

HOOFDSTUK II. — *Bouw*

Art. 3. Onverminderd de artikelen R. 90 en R. 153 tot R. 173 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en de bepalingen van het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, wordt elke transformator uitgerust met een vast systeem voor het beheer van de belasting.

Art. 4. Onverminderd de artikelen R. 90 en R. 153 tot R. 173 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en de bepalingen van het decreet van 6 december 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, wordt elke transformator met een vloeibare diëlektrische isolatie of elke inrichting die over dergelijke transformatoren beschikt, uitgerust met een voorziening voor de oplvang van de diëlektrische vloeistof in geval van lekkage en met een systeem voor de recuperatie ervan om te voorkomen dat ze in de openbare riolen of in het milieu wegvlucht.

Als de gekozen oplangvoorziening uit een kuip bestaat, is deze vervaardigd uit materialen die dicht en scheikundig inert zijn t.o.v. de gebruikte diëlektrische vloeistof en beschikt ze over een nuttige oplangcapaciteit die minstens gelijk is aan de capaciteit van het grootste vat.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 5. In de zones waar een permanente menselijke blootstelling te voorzien is buiten de elektrische veiligheidszone, moet de waarde van het niet-verstoerde elektrische veld die door de transformator gegenereerd wordt onder een niet-verstoord regime, lager zijn dan 5 kV/m (kilovolt per meter) als $f = 50 \text{ Hz} \pm 1\%$, of dan $250/f \text{ kV/m}$ als f niet gelijk is aan 50 Hz .

Art. 6. In de zones waar een permanente menselijke blootstelling te voorzien is buiten de elektrische veiligheidszone, moet de magnetische inductiewaarde die door de transformator gegenereerd wordt, lager zijn dan $100 \mu\text{T}$ (micro tesla) als $f = 50 \text{ Hz} \pm 1\%$, of lager zijn dan $5 000/f \mu\text{T}$ als f niet gelijk is aan 50 Hz .

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 7. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de bedrijfslocatie en/of -omstandigheden die aanleiding zouden kunnen geven tot een wijziging van het gevaar voor brand of brandverspreiding, wint de exploitant het advies in van de territoriaal bevoegde brandweerdienst i.v.m. de te treffen maatregelen en de inzake brand- en ontploffingspreventie en -bestrijding aan te brengen apparatuur, met inachtneming van de bescherming van publiek en milieu.

HOOFDSTUK V. — *Controle, autocontrole, zelftoezicht*

Art. 8. De volgende gegevens worden door de exploitant meegeleid op gewoon verzoek van de toezichthoudende ambtenaar :

1° het afschrift van het proces-verbaal van gelijkvormigheid vóór de indienstneming van de inrichting, overeenkomstig het A.R.E.I. opgesteld door een erkend controleorganisme;

2° het afschrift van het laatste proces-verbaal van de periodieke controle op de inrichting, overeenkomstig het A.R.E.I. opgesteld door een erkend controleorganisme;

3° de gegevens betreffende de transformatoren (lokalisatie, vermogen, aanwezigheid of niet van een oplangvoorziening of van een beschermingsysteem);

4° de lijst van de geplande buitenspanningstelleren van de transformator van meer dan 4 uur doorgevoerd in de loop van de 12 maanden die voorafgaan aan de toekenning van de milieuvvergunning;

5° de interventieprocedure in geval van olielekkage en de lijst van de desbetreffende incidenten.

HOOFDSTUK VI. — *Bij de aanvraag te voegen documenten*

Art. 9. Het algemeen formulier tot vergunningsaanvraag wordt aangevuld met de documenten bedoeld in artikel 8, indien beschikbaar. Als dit niet het geval is, vermeldt de exploitant de beschikbaarheidstermijn in zijn aanvraag.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid, is artikel 4 uiterlijk 31 december 2015 van toepassing op de bestaande inrichtingen.

Artikel 4 is evenwel van toepassing op elke op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bestaande transformator met een vloeibare diëlektrische isolatie die in een preventiegebied in de nabijheid of op afstand van water gelegen is overeenkomstig de artikelen R. 153 tot R. 173 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt. Het wordt toegepast binnen twee jaar na de bekendmaking van de aanwijzing van het preventiegebied in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2005.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN